
Se fondant sur ces principes communs chacun d'entre nous a précisé les priorités spécifiques de sa politique nationale.

Le Président des États-Unis estime essentiel de réaliser rapidement une réduction appréciable des dépenses publiques et donc une réduction substantielle du déficit budgétaire. Il insiste également sur la nécessité de poursuivre la «déréglementation» et de mettre en œuvre une réforme fiscale ayant pour qualité l'encouragement dans l'utilisation efficace des ressources et la promotion de l'épargne et de l'investissement.

Le Président de la République française souligne la nécessité de continuer à réduire l'inflation, de moderniser les moyens de production, d'améliorer l'emploi, de contrôler la dépense publique, et de lutter contre les inégalités sociales. Dans cette perspective il attache la plus grande priorité à l'Éducation, la Recherche et l'Investissement dans la haute-technologie en vue de soutenir la croissance.

Le Gouvernement du Royaume-Uni continuera d'œuvrer pour réduire l'inflation et pour créer les conditions d'une croissance soutenue. Il continuera de conserver les dépenses publiques sous un contrôle strict et de maintenir la discipline monétaire. Il encouragera le développement des petites et moyennes entreprises, ainsi que les industries dans les technologies de pointe et encouragera l'initiative et l'esprit d'entreprise et la création de nouveaux emplois.

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne attache une grande priorité à renforcer la flexibilité et la vigueur de l'économie en vue de réaliser une amélioration durable de la croissance et de créer de nouveaux emplois. Les petites et moyennes entreprises devraient être particulièrement encouragées ainsi que les hautes technologies. Il continuera à réduire le poids du secteur public sur l'économie, le déficit budgétaire et le poids de la fiscalité.

Le Gouvernement du Japon estime essentiel de continuer sa politique de discipline budgétaire et d'appui aux mécanismes du marché, en vue notamment de promouvoir l'investissement. Son

intention est de réaliser de nouveaux progrès en «déréglementant» les marchés financiers, en développant le rôle international du Yen, en facilitant l'accès à ses marchés et en encourageant la croissance des importations.

Le Gouvernement italien donne la priorité à une nouvelle réduction de l'inflation et du déficit budgétaire tout en soutenant la croissance et l'investissement. Un accent particulier sera mis sur les incitations à la création de petites et moyennes industries afin de promouvoir l'emploi surtout pour les jeunes.

Le Gouvernement du Canada se concentrera sur l'encouragement des investissements et la création d'emplois dans le secteur privé, la suppression des obstacles à une croissance non-inflationniste soutenue, la réduction du déficit budgétaire et la limitation des dépenses publiques. Il encouragera les activités d'entreprise en mettant l'accent sur le secteur des petites et moyennes entreprises.

La Commission des Communautés européennes attache une grande priorité à l'établissement d'un véritable marché intérieur sans barrière, qui éliminera les rigidités et engendra une nouvelle croissance économique à l'échelle de la Communauté. Un système monétaire européen renforcé et une convergence économique plus étroite contribueront à cette fin.

En poursuivant ces politiques nous ne traiterons pas seulement nos problèmes internes mais nous contribuerons également à une croissance durable de l'économie mondiale et à une expansion plus équilibrée du commerce international.

Relations avec les pays en développement

Une croissance soutenue de commerce mondial, des taux d'intérêt moins élevés, des marchés ouverts et un financement continu à des montants et à des conditions adaptés à chaque cas individuel, sont essentiels pour permettre aux pays en développement de parvenir à une croissance saine et de surmonter leurs difficultés économiques et financières. Les flux de ressources, y compris l'aide publique au développement, devraient être maintenus et si possible augmen-